

CHAPITRE 4 – La fin de la Seconde Guerre mondiale et les débuts d'un nouvel ordre mondial

COURS 1. La fin de la guerre : bilans et reconstructions

Dans quelles conditions et comment la sortie de guerre se fait-elle ?

A - Une catastrophe humaine

1. 50 millions de morts et de disparus

L'ampleur du conflit, la puissance de feu, la radicalité idéologique des affrontements expliquent les pertes humaines effroyables. Plus de la moitié (30 millions) sont des civils, cibles de la guerre aérienne, victimes de déportations et de massacres.

Les génocides ont provoqué la disparition de près de la moitié des Tsiganes et des deux tiers des Juifs d'Europe (→ chapitre 3).

Le bilan est cependant contrasté. Certains pays ont ainsi connu une véritable hémorragie : l'URSS a perdu 26 millions de personnes ; en Pologne, 18 % de la population et 95 % des Juifs ont disparu. La Chine compte entre 10 et 20 millions de morts.

2. Des millions de réfugiés et de déplacés

En 1945, on évalue à 50 millions le nombre d'Européens sur les routes, déportés survivants, prisonniers libérés et civils ayant fui les combats ou l'avancée de l'armée soviétique.

Il faut également prendre en charge les populations, allemandes et polonaises surtout, déplacées de force à la suite des changements de frontières en Europe orientale ; en outre, de nombreux Juifs survivants, allemands, polonais ou hongrois, craignant l'antisémitisme, refusent d'être rapatriés et doivent être secourus.

3. Des violences sans fin

Les populations meurtries par les années de guerre sont parfois confrontées à de nouvelles violences : viols de masse en Allemagne, pogroms antisémites en Pologne, règlements de comptes, et parfois même guerres civiles entre résistants communistes et non communistes (en Grèce, par exemple).

En URSS, les « peuples punis » accusés par Joseph Staline de collaboration avec les nazis (au Caucase, en Crimée) et les prisonniers libérés des camps allemands sont condamnés à la déportation au goulag.

B - Un tableau de misère et de désolation

1. Des opinions ébranlées

En avril 1945, l'ouverture des camps, relayée par les médias, est un choc pour l'opinion publique. Les photos et témoignages de survivants ainsi que les images filmées par les Américains et les Britanniques suscitent l'horreur et la prise de conscience de la singularité de cette guerre.

En outre, les bombardements atomiques de l'été 1945 font surgir la perspective terrifiante de la destruction nucléaire, bien que les condamnations publiques soient alors rares (→ chapitre 3).

2. Des destructions matérielles massives

En Europe comme en Asie, les destructions sont colossales : sur les lieux de combats, les villes, les réseaux de transport, les industries sont dévastés.

L'Allemagne, le Japon, la Pologne sont en ruine et de nombreuses villes sont presque entièrement détruites.

Ces destructions provoquent la désorganisation et l'effondrement des productions industrielle et agricole, tandis que les pénuries de nourriture et de logements affectent durablement les populations.

À l'exception des États-Unis, épargnés par les destructions, les pays vainqueurs ou vaincus manquent de moyens humains, matériels et financiers pour répondre aux urgences humanitaires et entamer la reconstruction.

C - Organiser l'après-guerre et la reconstruction

1. Le règlement du conflit

À la conférence de Yalta en février 1945, les Alliés (Franklin D. Roosevelt, Joseph Staline et Winston Churchill) s'accordent sur la nécessité d'organiser des élections démocratiques dans une Europe libérée et sur la fondation d'une Organisation des Nations unies.

À la conférence de Potsdam en juillet-août 1945, Harry S. Truman, Clement Attlee et Joseph Staline fixent les principes de l'après-guerre en l'Allemagne : occupation quadripartite, démilitarisation, dénazification, jugement des criminels et paiement de réparations.

Des changements de frontières sont discutés et s'opèrent surtout au profit de l'URSS qui s'étend vers l'ouest dans les pays Baltes, les Balkans et la Pologne. En Asie, le Japon perd toutes ses annexions acquises depuis 1931, dont la Corée qui est coupée en deux zones d'occupation, américaine et soviétique.

2. La naissance d'une justice internationale

En novembre 1945, s'ouvre à Nuremberg un procès qui doit être une étape de la sortie de guerre ; 22 chefs militaires et politiques nazis y sont jugés par les quatre puissances victorieuses, notamment pour crimes contre la paix, crimes de guerre et crimes contre l'humanité, une notion nouvelle définie par l'accord de Londres d'août 1945. Mais, s'il est question des persécutions antisémites, le génocide n'est pas encore défini comme un crime spécifique.

À Tokyo, 28 criminels de guerre japonais sont jugés, mais pas l'empereur, pourtant clé de voûte du régime, que les Américains souhaitent maintenir pour éviter les troubles. Le procès n'a donc pas l'impact attendu, malgré sa durée (1946-1948).

3. Les moyens de la reconstruction matérielle

Durant la guerre, un important travail de réflexion est mené par les Alliés sur les moyens politiques, sociaux et économiques d'une reconstruction durable, fondée sur les bases de la solidarité et de la protection sociale.

Ces travaux s'appuient notamment sur le rapport de l'économiste britannique William Beveridge qui propose, en 1942, un plan d'ensemble cohérent de sécurité sociale.

Ces principes inspirent le programme du CNR (Conseil national de la Résistance) de 1944, mis en partie en œuvre à la Libération et qui constitue la base de l'État-providence en France.

POINT DE PASSAGE. 15 mars 1944 : le programme du Conseil national de la Résistance (p. 128)

Doc 1 p. 128 : Les mesures à appliquer à la Libération

Sur le plan économique : [...]

– l'intensification de la production nationale selon les lignes d'un plan arrêté par l'État [...];

– le retour à la nation¹ des grands moyens de production, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques ;

– le droit d'accès, dans le cadre de l'entreprise, aux fonctions de direction et d'administration, pour les ouvriers possédant les qualifications nécessaires ; [...]

Sur le plan social :

– le droit au travail et le droit au repos ; [...]

– [...] la garantie d'un niveau de salaire qui assure à chaque travailleur et à sa famille la sécurité, la dignité et la possibilité d'une vie pleinement humaine ;

– la reconstitution [...] d'un syndicalisme indépendant, doté de larges pouvoirs dans l'organisation de la vie économique et sociale ;

– un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail [...].

– la sécurité de l'emploi, la réglementation des conditions d'embauche et de licenciement [...]

– une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours.

Une extension des droits politiques, sociaux et économiques des populations indigènes et coloniales.

La possibilité effective pour tous les enfants français de bénéficier de l'instruction et d'accéder à la culture [...] afin que soit ainsi promue une élite véritable, non de naissance mais de mérite.

Extrait du programme du CNR, 15 mars 1944.

1. Nationalisation.

DOCUMENTS. La Sécurité sociale : une idée du Conseil national de la Résistance (p. 129)

Doc 1 p. 129 : La création de la Sécurité sociale

Art 1 – Il est institué une organisation de la Sécurité sociale destinée à garantir les travailleurs et leurs familles contre les risques de toute nature susceptibles de réduire ou de supprimer leur capacité de gain, à couvrir les charges de maternité et les charges de famille qu'ils supportent. L'organisation de la Sécurité sociale assure dès à présent le service des prestations concernant les assurances sociales, l'allocation aux vieux travailleurs salariés, les accidents du travail et maladies professionnelles et les allocations familiales [...].

Art. 5 – La caisse primaire de Sécurité sociale est administrée par un conseil d'administration comprenant : pour les deux tiers des représentants des travailleurs désignés par les organisations syndicales les plus représentatives [...] ; pour un tiers des représentants des employeurs désignés par les organisations les plus représentatives [...].

Art. 31 – Les cotisations¹ des assurances sociales, des allocations familiales et des accidents du travail sont assises sur l'ensemble des salaires ou gains.

Art. 32 – [...] La moitié de la cotisation est à la charge de l'employeur, l'autre moitié à la charge du salarié ou assimilé.

Gouvernement provisoire, ordonnance du 4 octobre 1945.

1. Somme versée par les salariés et les employeurs pour le financement des dispositifs.

DOCUMENTS. Les procès de Nuremberg (1945-1946) et de Tokyo (1946-1948) (p. 130-131)

Doc 2 p. 130 : Les chefs d'accusation

De nouveaux crimes sont définis pour le tribunal militaire de Nuremberg.

Les actes suivants, ou l'un quelconque d'entre eux, sont des crimes soumis à la juridiction du Tribunal et entraînent une responsabilité individuelle :

a. Les crimes contre la paix : c'est-à-dire la direction, la préparation, le déclenchement ou la poursuite d'une guerre d'agression, ou d'une guerre en violation des traités [...]

b. Les crimes de guerre : c'est-à-dire les violations des lois et coutumes de la guerre. Ces violations comprennent, sans y être limitées, l'assassinat, les mauvais traitements et la déportation pour des travaux forcés ou pour tout autre but, des populations civiles dans les territoires occupés, l'assassinat ou les mauvais traitements des prisonniers de guerre [...] la destruction sans motif des villes et des villages ou la dévastation que ne justifient pas les exigences militaires ;

c. Les crimes contre l'humanité : c'est-à-dire l'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation, et tout autre acte inhumain commis contre toutes populations civiles, avant ou pendant la guerre, ou bien les persécutions pour des motifs politiques, raciaux ou religieux, lorsque ces actes ou persécutions, qu'ils aient constitué ou non une violation du droit interne du pays où ils ont été perpétrés, ont été commis à la suite de tout crime rentrant dans la compétence du Tribunal, ou en liaison avec ce crime.

Statut du tribunal international de Nuremberg, institué par l'accord de
Londres, 8 août 1945.

Doc 3 p. 131 : Des procès pour l'histoire

Parmi les 94 témoins entendus à Nuremberg, certains sont des nazis comme le SS Wisliceny ; il sera ensuite jugé et exécuté à Bratislava en 1948 pour les crimes commis en Tchécoslovaquie.

Témoin Wisliceny : Jusqu'en 1940, en ce qui concerne la question juive en Allemagne, et dans les pays occupés par l'Allemagne, la politique générale consista à régler ces questions au moyen d'une émigration organisée. La deuxième phase, à partir de ce moment, fut la concentration de tous les Juifs dans des ghettos, en Pologne et dans les autres pays de l'Est occupés par l'Allemagne. Cela dura approximativement jusqu'au début de 1942. La troisième période fut ce qu'on a appelé solution définitive du problème juif, c'est-à-dire l'extermination et la suppression organisées de la race juive ; cette période dura jusqu'en octobre 1944, au moment où Himmler donna l'ordre d'arrêter cette extermination. [...]

Question : Dans vos relations officielles avec la section IV-A-4¹, avez-vous eu connaissance d'un ordre prescrivant l'extermination de tous les Juifs ?

Témoin Wisliceny : Oui, c'est d'Eichmann² que j'appris pour la première fois l'existence d'un tel ordre, au cours de l'été 1942.

Interrogatoire du 3 janvier 1946, 26^e journée du procès.

1. Administration nazie chargée de la « question juive ».
2. Ce témoignage est le premier à évoquer le rôle d'Adolf Eichmann, responsable de la déportation des Juifs d'Europe dans cette administration.

Doc 5 p. 131 : Le procès de Tokyo vu par la presse française

2 ans, 12 tonnes de papier et 7 condamnés à mort. Tojo, les généraux Matsui, Muto, Kimura et l'ancien ministre des Affaires étrangères Hirota sont condamnés à mort : agression contre les États-Unis, l'Asie orientale, la Chine, l'Angleterre et la Hollande. Même peine pour les généraux Hagaki et Doihara : agression contre l'URSS. Tous seront pendus. Ou ne le seront pas, puisque le général MacArthur¹ a fait savoir qu'il acceptait les recours en grâce jusqu'à aujourd'hui.

Onze puissances ont siégé au tribunal international de Tokyo qui a mis deux ans et utilisé 12 000 kilos de papier pour étudier les dossiers.

Le nom de l'empereur [japonais] Hiro-Hito a été cité 70 fois dans la lecture de l'acte de condamnation : ce qui, dit-on, fournit au monarque 70 raisons d'abdiquer. Mais il paraît que le général MacArthur est opposé à ce que Hiro-Hito se porte à semblable extrémité.

Le verdict du tribunal de Tokyo a été considéré comme « modéré » : le représentant de l'URSS s'en est déclaré satisfait ; celui de la France l'a trouvé trop sévère.

« Fin du "Nuremberg" japonais », Combat, 19 novembre 1948.

1. Général américain, commandant des forces alliées en Extrême-Orient, qui supervise l'organisation du procès.

COURS 2. Un nouvel ordre géopolitique mondial (1944-1947) (p. 132)

Sur quelles bases le nouvel ordre mondial est-il fondé ?

A - De nouvelles organisations de régulation

1. Les accords de Bretton Woods, 1944

Les États-Unis et le Royaume-Uni prennent l'initiative d'un nouvel ordre économique : voyant dans la crise de 1929 et le repli protectionniste une des origines de la guerre, ils proposent de nouvelles règles pour favoriser un développement stable du commerce (→ chapitre 1).

Les accords de Bretton Woods (1944) font du dollar, seule monnaie convertible en or, la devise des échanges mondiaux. Le FMI doit assurer par des aides ponctuelles la stabilité du système. La Banque mondiale accorde aussi des crédits à la reconstruction et au développement. En 1947, les accords du GATT doivent favoriser les échanges en réduisant les taxes douanières.

Par leurs principes libéraux qui les fondent et par leur fonctionnement qui révèlent l'influence prédominante des États-Unis, ces accords assoient la puissance américaine.

2. L'ONU et l'ambition de sécurité collective

Le projet d'une organisation internationale nouvelle est élaboré par les Alliés lors des conférences de Dumbarton Oaks (1944) et de Yalta (1945). À l'ambition d'affirmer l'universalité des principes de démocratie, de liberté et de droit des peuples s'ajoute la volonté de fonder une paix durable en perpétuant l'alliance des vainqueurs.

La Charte des Nations unies, adoptée par 50 États en juin 1945 à San Francisco, doit créer les institutions de cette sécurité collective: l'Assemblée générale des États membres vote des recommandations ; le Conseil de sécurité, composé de 11 membres, dont 5 permanents (États-Unis, URSS, Royaume-Uni, Chine, France) qui disposent d'un droit de veto, prend des résolutions (sanctions, règlement des différends) imposées aux États. L'action de l'ONU, dont le siège est à New York, repose donc entièrement sur l'entente des grandes puissances.

Avec l'ambition de se concentrer sur les causes profondes des guerres, l'ONU coordonne l'action de différentes agences spécialisées dans la coopération économique, humanitaire et culturelle. En 1948, l'Assemblée générale adopte la Déclaration universelle des droits de l'homme.

B - Un ordre mondial dominé par deux grandes puissances

1. L'affirmation de la puissance américaine

Si l'Europe sort très affaiblie de la guerre, les États-Unis, épargnés par les destructions, ont vu leur production énergétique, industrielle et leurs moyens financiers considérablement renforcés par leur rôle d'arsenal des Alliés. Le prestige des « soldats de la liberté », présents en Europe et en Asie, est immense et la fascination pour le modèle culturel américain prend une nouvelle dimension.

Puissance économique, militaire, culturelle sans égale, les États-Unis rompent définitivement avec l'isolationnisme après 1945. Leur position évolue cependant après la mort de Roosevelt en avril 1945 : la concertation avec l'allié soviétique et la défense des principes universalistes laissent place, sous Truman, à la méfiance et au durcissement des rapports de forces.

2. Les paradoxes de la puissance soviétique

Contrairement aux États-Unis, le bilan de la guerre est très lourd en URSS : avec 26 millions de morts (14 % de la population) et des destructions considérables, le pays est exsangue et menacé de famine dans certaines régions. Il peut cependant compter sur le prestige de ses sacrifices dans la lutte contre le nazisme, sur la présence de l'Armée rouge en Europe orientale et sur l'appui des partis communistes européens.

Face aux besoins de la reconstruction et aux préoccupations de sécurité, Staline utilise cette puissance militaire et politique pour obtenir des réparations de l'Allemagne, consolider l'URSS par des annexions et s'assurer l'alliance de plusieurs pays en Europe de l'Est.

C - Le Proche-Orient remodelé

1. La remise en cause du système colonial européen

Au Proche-Orient, l'impérialisme européen est contesté par un regain de revendications nationalistes qui se traduisent par la fondation de la Ligue arabe en 1945 et par l'indépendance des mandats au Liban, en Syrie et en Jordanie.

En Palestine en particulier, les tensions sont très fortes entre les autorités britanniques mandataires, devenues hostiles à l'immigration juive, et les organisations sionistes qui encouragent l'accueil des survivants du génocide. Les Britanniques sont rapidement dépassés par la violence de ces organisations et impuissants face aux conflits entre populations juives et arabes.

2. La création d'Israël

En novembre 1947, l'Assemblée générale de l'ONU vote le partage et la création de deux États, juif et arabe, Jérusalem étant internationalisée ; ce projet obtient le soutien des États-Unis et de l'URSS.

Ce plan provoque immédiatement des affrontements : lorsque David Ben Gourion proclame l'État d'Israël le 14 mai 1948, les États arabes voisins entrent en guerre. Les combats s'achèvent par un armistice en janvier 1949, après une défaite arabe écrasante.

L'État arabe palestinien ne voit ainsi jamais le jour, partagé entre Israël, la Jordanie et l'Égypte. Les violences de la guerre et les expulsions provoquent l'exil d'environ 800 000 Palestiniens d'Israël sur 1 million, réfugiés dans les États voisins et interdits de retour.

Le refus de la création d'Israël par les États arabes et l'absence de traité de paix engendrent des rivalités profondes et durables.

POINT DE PASSAGE. 1948 : la naissance de l'État d'Israël

(p. 134-135)

Doc 2 p. 134 : La proclamation de l'État d'Israël

Eretz Israël (le pays d'Israël) est le lieu où naquit le peuple juif. C'est là que se forma son caractère spirituel, religieux et national [...]. Motivés par cet attachement historique, les Juifs s'efforcèrent, au cours des siècles, de retourner au pays de leurs ancêtres pour y reconstituer leur État. Tout au long des dernières décennies, ils s'y rendirent en masse : ils y défrichèrent le désert, firent renaître leur langue, bâtirent cités et villages [...]. La Shoah, qui anéantit des millions de Juifs en Europe, démontra à nouveau l'urgence de remédier à l'absence d'une patrie juive par le rétablissement de l'État juif qui ouvrirait ses portes à tous les Juifs et conférerait au peuple juif l'égalité des droits au sein de la famille des nations. [...] Le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale des Nations unies adopta une résolution prévoyant la création d'un État juif indépendant dans le pays d'Israël. [...]

Nous proclamons la création de l'État juif dans le pays d'Israël qui portera le nom d'État d'Israël. L'État d'Israël [...] développera le pays au bénéfice de tous ses habitants ; il assurera une complète égalité de droits sociaux et politiques à tous ses citoyens, sans distinction de croyance, de race ou de sexe ; il garantira la pleine liberté de conscience, de culte, d'éducation et de culture.

Proclamation lue par David Ben Gourion (chef du Congrès sioniste et futur

Premier ministre) à Tel-Aviv le 14 mai 1948.

Doc 3 p. 135 : La naissance d'Israël pour un Juif d'Europe

Saül Friedlander, né à Prague en 1932, réfugié en France en 1939, perd ses parents pendant la Shoah. En 1948, il décide de partir combattre pour Israël. Il devient un éminent historien du nazisme et un partisan de la paix avec les Palestiniens.

À la fin de novembre 1947, l'Assemblée des Nations unies vota le partage de la Palestine en deux États, l'un juif l'autre arabe. Quelques jours plus tard, les combats débutèrent pour de bon. Au printemps la tension devint insupportable. Dans mon lointain lycée¹, je sentais passer le souffle de l'épopée. Je changeai ma date de naissance, ajoutant deux ans à mon âge, et je m'inscrivis au Bethar, un mouvement de jeunes lié à l'Irgoun² de M. Begin [...] Le jeudi 3 juin, en rentrant au lycée je trouve un message : rendez-vous le lendemain à 18 heures gare de Lyon pour le train de Marseille. [...]

Pour l'essentiel les raisons de cette décision étaient claires ; elles tenaient aux événements d'Eretz Israël, à ma récente prise de conscience, à l'exaltation du moment. Mais il faut compléter et nuancer peut-être. Je commençais alors à comprendre de manière précise ce qu'auparavant je n'avais fait que passivement ressentir : j'étais seul. Partir en « Eretz » c'était joindre mon destin personnel à un sort commun, c'était aussi un rêve de communion et de communauté, c'était dissoudre mes anxiétés dans l'élan d'un groupe.

Saül Friedlander, Quand vient le souvenir, © Éditions du Seuil,
pour la traduction française, « Points documents », 1998.

1. Il est alors élève de 1^{re} dans un lycée parisien.

2. Organisation militaire sioniste radicale fondée en 1931 en Palestine.

Doc 5 p. 135 : La fondation d'Israël pour un Palestinien

Edward Saïd (1935-2003) est né dans une famille arabe chrétienne ; après avoir quitté la Palestine en 1948, ils vivent en Égypte puis aux États-Unis.

Une chose dont je me souviens est que chaque membre des deux côtés de la famille devint réfugié durant cette période, personne ne resta dans notre Palestine [...]. Ma famille au sens large perdit tous ses biens et toutes ses résidences, et comme tant de familles palestiniennes de l'époque¹, elle ne supporta pas cette épreuve tant comme quelque chose de politique que comme une catastrophe naturelle. De nombreuses familles et beaucoup d'individus virent leur vie brisée, leur courage s'épuiser, leur calme détruit du fait d'un bouleversement qui semblait sans fin et répétitif. [...]

La deuxième chose dont je me souviens est que pour la seule personne de la famille qui parvint d'une certaine manière à récupérer après la nakba², une tante du côté de mon père, le mot Palestine signifiait se mettre au service des réfugiés malheureux, dont des milliers se retrouvèrent sans un sou, sans travail, misérables et perdus en Égypte. D'elle, j'appris que si la plupart des gens étaient prêts à parler de la cause palestinienne, il n'y en avait que très peu qui voulaient bien faire quelque chose de concret.

Edward Saïd, dans E. Rogan et A. Shlaim, 1948 : La guerre de Palestine,

trad. S. Saurat, © Autrement, 2002.

1. Environ 800 000 Palestiniens ont dû fuir entre 1948 et 1949.

2. Nakba, « catastrophe », nom donné par les Palestiniens à l'exil après 1948.

COURS 3. La naissance de la guerre froide (1945-1953)

Comment passe-t-on de la Grande Alliance à un nouveau type de conflit ?

A - 1945-1946 : la fin de la Grande Alliance

1. Le temps des compromis

La recherche d'une entente entre Alliés perdue en 1945, dans les derniers mois de la guerre. Les Anglo-Américains ne sont alors pas hostiles à ce que l'URSS puisse gagner des territoires et former un « glacis de sécurité » sous son influence en Europe de l'Est.

Toutefois, malgré les engagements démocratiques pris à la conférence de Yalta en 1945, l'URSS impose par la force des gouvernements communistes en Pologne ou en Bulgarie où l'Armée rouge est présente. Mais Staline reste prudent et ne remet pas en cause les intérêts des États-Unis et du Royaume-Uni en Europe occidentale.

2. De la confiance à la défiance

Les relations entre les Alliés se dégradent pourtant dès 1946. L'ancien Premier ministre britannique Winston Churchill dénonce, dans un discours très remarqué, une Europe de l'Est opprimée derrière un « rideau de fer ». Le président des États-Unis Truman et ses conseillers sont désormais persuadés que la politique soviétique est marquée par une volonté d'expansion et non de sécurité.

La guerre froide qui s'amorce est donc à la fois un conflit idéologique entre deux pays qui incarnent deux modèles politiques et économiques opposés, et un conflit géopolitique entre des puissances qui cherchent à étendre leur influence.

B - Le tournant de 1947 : les déclarations d'affrontement

1. Truman et la doctrine de l'endiguement

En Occident, l'idée d'une Europe menacée par le communisme a un très fort retentissement. Truman y répond en mars 1947 quand il annonce l'engagement des États-Unis dans la défense du « monde libre » contre la « tyrannie ».

Cette doctrine du containment est complétée par l'annonce d'une aide économique massive à l'Europe dévastée où la misère pourrait, selon lui, profiter aux communistes. Le plan Marshall de 13 milliards de dollars est adressé à tous les pays d'Europe, mais sous la pression de Moscou, les pays situés dans la sphère soviétique le refusent.

2. Le durcissement soviétique

À l'Est, la mainmise des partis communistes se renforce en 1947 dans un climat d'intimidation et de fraude électorale. En septembre 1947, pour consolider les liens entre les partis communistes de différents pays (notamment français et italien), est fondé le Kominform, un organe de coordination politique.

Andreï Jdanov, un des dirigeants soviétiques, déclare dans un discours très violent que le monde se divise désormais en deux camps, l'un « impérialiste » et agressif derrière les États-Unis, l'autre « anti-impérialiste » et formé de « démocraties nouvelles » derrière l'URSS.

3. L'Europe divisée

En février 1948, le « coup de Prague » montre que les communistes peuvent s'emparer du pouvoir sans heurt dans un pays de tradition démocratique comme la

Tchécoslovaquie ; c'est un choc pour les Occidentaux, qui redoutent de voir resurgir le spectre de la guerre.

Dès lors, des pays d'Europe occidentale se lient par un accord militaire défensif, le pacte de Bruxelles, en mars 1948. En avril est fondée l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) qui réunit les 16 pays bénéficiaires du plan Marshall.

S'amorce ainsi la formation d'un camp occidental lié aux États-Unis face aux démocraties populaires d'Europe de l'Est alliées de l'URSS ; seule la Yougoslavie de Tito rompt avec Moscou en juin 1948. Le rêve d'une sécurité collective sous l'égide de l'ONU s'effondre.

C - Un monde coupé en deux : 1948-1953

1. Le blocus de Berlin et ses conséquences

L'Allemagne, divisée et occupée par les Alliés, est un point crucial dans la montée des tensions entre les vainqueurs. Après la fusion des zones d'occupation occidentales (fin 1947-début 1948), Staline pense éviter la partition du pays en imposant un rapport de forces par le blocus des zones occidentales de Berlin.

Cependant, la détermination des États-Unis, qui ravitaillent la ville par un pont aérien de juin 1948 à mai 1949, fait échouer le blocus. L'escalade militaire a été prudemment évitée, mais cette crise précipite la fondation de deux États allemands : la RFA (République fédérale d'Allemagne) à l'ouest, et la RDA (République démocratique allemande) à l'est en 1949.

2. La radicalisation de la confrontation

En Europe de l'Est, la soviétisation s'accélère avec les nationalisations, l'épuration politique et la répression. Les ouvertures économiques et culturelles qui subsistaient entre l'Est et l'Ouest se ferment. Le camp communiste est renforcé par la victoire de Mao Zedong en Chine en octobre 1949.

En Occident, l'anticommunisme de l'opinion publique s'amplifie et l'Alliance atlantique liant l'Amérique du Nord et l'Europe de l'Ouest est conclue en 1949. La bipolarisation est désormais en place.

3. La militarisation des alliances

L'explosion de la première bombe atomique soviétique en août 1949 puis la guerre de Corée (1950-1953) réorientent la politique militaire américaine. La course à l'armement reprend, doublée d'un nouveau déploiement d'alliances militaires : l'Alliance atlantique est dotée d'une organisation permanente, l'OTAN ; un traité est signé avec le Japon, un autre avec les pays de l'Océanie en 1951.

La guerre de Corée, très meurtrière (au moins 2 millions de morts), confirme les logiques de la guerre froide : extension mondiale, affrontements militaires indirects dans des conflits régionaux et dimension dissuasive de l'arme atomique.

L'HISTOIRE EN QUESTIONS. Pourquoi le monde entre-t-il dans la guerre froide ? (p. 138)

Doc 1 p. 138 : La politique soviétique analysée par Truman

Il s'agit [...] de reconnaître que les régimes totalitaires imposés à des peuples libres, par une agression directe ou indirecte, sapent les fondations de la paix internationale et par là même la sécurité des États-Unis. [...]

Au moment présent de l'histoire du monde, presque toutes les nations se trouvent placées devant le choix entre deux modes de vie. Et, trop souvent, ce choix n'est pas un libre choix.

L'un de ces modes de vie est basé sur la volonté de la majorité. Ses principaux caractères sont des institutions libres, des gouvernements représentatifs, des élections libres, des garanties pour la liberté individuelle, la liberté d'expression et de religion. Le second mode de vie est basé sur la volonté d'une minorité imposée à la majorité. Il s'appuie sur la terreur et l'oppression, sur une radio et une presse contrôlées, sur des élections dirigées et sur la suppression de la liberté individuelle.

Je crois que les États-Unis doivent pratiquer une politique d'aide aux peuples libres qui résistent actuellement aux manœuvres de certaines minorités armées, ou à la pression extérieure. [...] Si la Grèce tombait sous le contrôle d'une minorité armée, ceci aurait sur son voisin, la Turquie, une influence immédiate et sérieuse. Le trouble et le désordre pourraient fort bien s'étendre au Moyen-Orient tout entier. En outre, la disparition de la Grèce en tant qu'État indépendant exercerait une profonde influence sur ceux des pays européens dont les peuples luttent contre de grosses difficultés pour maintenir leurs libertés et leur indépendance tout en réparant les dommages

causés par la guerre. Si nous n'aidons pas la Grèce et la Turquie dans ces heures décisives, l'effet s'en fera profondément sentir à l'Ouest comme à l'Est.

Nous devons agir immédiatement et résolument. [...] En plus [des] crédits, je demande au Congrès d'autoriser, sur la demande de la Grèce et de la Turquie, l'envoi dans ces pays de personnels civils et militaires.

Harry S. Truman, discours au Congrès, 12 mars 1947.

Doc 3 p. 139 : Aux origines de la guerre froide

Il est toujours difficile de démêler ce qui relève de l'idéologie et de la *realpolitik*¹, quand Staline agit en leader révolutionnaire et quand il agit en chef d'État. L'enjeu est capital : soit l'idéologie inspire une politique extérieure expansionniste, soit les préoccupations de sécurité lui donnent un caractère avant tout défensif. Dans le premier cas, l'URSS est largement responsable de la guerre froide, dans le second c'est l'enchaînement des faits et des réactions qui est à l'origine de la crise. Il y a encore quelques années, on privilégiait la seconde hypothèse. [...]

L'examen des archives récemment accessibles corrige cependant cette vision. Les historiens Zubok et Pleshakov montrent un Staline certes inquiet de la sécurité de son pays, mais aussi prudemment expansionniste. Idéologie et *realpolitik* ne s'opposent pas forcément. Staline a très bien pu maintenir deux fers au feu : un programme minimal correspondant aux soucis d'un État traditionnel, et un programme maximal renvoyant aux objectifs de l'expansion révolutionnaire.

Stanislas Jeannesson, La Guerre froide, La Découverte, 2014.

1. Politique réaliste fondée sur les intérêts réels d'un pays.

POINT DE PASSAGE. 1948 : le « coup de Prague » (p. 140-141)

Doc 1 p. 140 : Un pays démocratique (1946-1947)

Charles Douglas Jackson, général et homme politique américain influent, connu pour son anticommunisme, rend compte d'un voyage à Prague à la fin de l'année 1946.

La peur des rouges est une terreur puérile et les peurs américaines d'une menace rouge sont largement exagérées [...]. Nous avons inventé le « rideau de fer ». Nous avons développé l'idée et nous nous sommes mis à croire qu'il existait dans des endroits où il n'existe pas. J'ai trouvé la Tchécoslovaquie furieusement occidentale malgré la présence de communistes dans son gouvernement.

C. D. Jackson, cité dans J. Faure, L'Ami américain. La Tchécoslovaquie, enjeu de la diplomatie américaine, 1943-1968, Tallandier 2004.

Doc 2 p. 140 : La nouvelle stratégie du communisme international (1947)

Andreï Jdanov est le délégué de Staline à la conférence des partis communistes en Pologne en 1947.

C'est aux partis communistes qu'incombe le rôle historique particulier de se mettre à la tête de la résistance au plan américain d'asservissement de l'Europe et de démasquer résolument tous les auxiliaires intérieurs de l'impérialisme américain. En même temps, les communistes doivent soutenir tous les éléments vraiment patriotiques qui n'acceptent pas de laisser porter atteinte à leur patrie, qui veulent lutter contre l'asservissement de leur patrie au capital étranger et pour la sauvegarde de la souveraineté nationale¹ de leur pays. Les communistes doivent être la force dirigeante qui entraîne tous les éléments antifascistes épris de liberté à la lutte contre les nouveaux plans expansionnistes américains d'asservissement de l'Europe.

Andreï Jdanov, Rapport sur la situation internationale, conférence de fondation du Kominform, septembre 1947.

1. Indépendance.

Doc 3 p. 140 : Le « coup de Prague » vu par la presse non communiste

M. Bénès, qui a eu un important entretien avec M. Gottwald¹ ce matin, semble avoir capitulé devant les injonctions de celui-ci [...]

Le rideau de fer tombe sur le dernier acte, et nous aurons demain un bloc oriental sans fissure, dans lequel la Tchécoslovaquie, enfin mise au pas, jouera un rôle économique et politique des plus importants, vaste usine du monde slave et avant-garde de la future fédération des « républiques populaires ». [...]

Le 24 février 1948, le régime parlementaire, tel du moins qu'on le définit en France ou en Angleterre, [a] cessé d'être le régime de la République fondée par [Tomas] Masaryk² et restaurée par Bénès. Il n'y a plus de partis politiques. Ou du moins il n'y a plus que le Parti communiste, dont le travail en ces dernières quarante-huit heures a démontré à la fois la discipline des adhérents, l'intelligence politique des chefs et la longue et méticuleuse préparation. Car, quoi qu'on en dise, ce n'est pas en quelques heures [...] qu'on peut briser des partis politiques organisés, déplacer des masses de manifestants, occuper des bâtiments publics, arrêter les opposants, expulser des chefs d'entreprises, le tout méthodiquement, calmement, sans heurt.

Georges Penchenier (correspondant à Prague), « Le président Bénès a capitulé devant les exigences de M. Gottwald », Le Monde,

26 février 1948.

1. Dirigeant du Parti communiste tchécoslovaque.
2. Premier président de la République tchécoslovaque après l'indépendance en 1918.

DOCUMENTS.: 1945-1949 : Berlin et les premières tensions Est-Ouest (p. 142-143)

Doc 2 p. 142 : Vivre à Berlin en 1945

Martha Hillers est une journaliste berlinoise.

Dimanche 13 mai 1945

Berlin résonne du son des cloches qui célèbrent la victoire des Alliés. On dit qu'aujourd'hui ce sera jour de fête chez les Russes, que les hommes recevraient de la vodka pour arroser l'événement. À la pompe¹, on recommandait aux femmes d'éviter de sortir. [...]

Mardi 5 juin

Aujourd'hui on pavoise² à nouveau dans toutes les rues ; il paraît que les Alliés ont atterri par milliers à l'aéroport, les Anglais, les Américains, les Français. [...] Pendant ce temps les camions russes poursuivent leur route, chargés de nos machines³.

Mercredi 6 juin

Aujourd'hui les Alliés vont passer aux négociations. La radio crache discours sur discours, regorge de belles paroles que se lancent nos ex-ennemis pour la fête. Tout ce que je comprends, c'est que nous les Allemands nous sommes fichus, une simple colonie qui leur est livrée. Il faut avaler la pilule. Le travail est dur⁴, le pain rare [...]

M. Hillers, Une femme à Berlin, Gallimard, 2006.

1. Du fait des destructions, il n'y a ni eau courante ni électricité dans la ville.

2. Hisser les drapeaux.

3. En vertu des accords entre Alliés, les Soviétiques saisissent des biens industriels.

4. Les Allemands déblaient les ruines et doivent travailler pour les Soviétiques.

Doc 4 p. 143 : Les enjeux du pont aérien

Lorsqu'en son temps, à l'été 1945, les quatre forces d'occupation sont entrées dans Berlin et se sont associées dans un Conseil de contrôle allié pour toute l'Allemagne et dans un commandement allié de la ville, le monde entier a reporté toute son attention sur cet exemple et on a dit que Berlin serait le symbole, mais aussi le baromètre de la collaboration des quatre grandes puissances. La preuve par l'exemple est maintenant faite [...]. Un retrait de Berlin équivaldrait pour [les États-Unis] à une perte de prestige qui se manifesterait bien au-delà des frontières de l'Allemagne et aurait des conséquences concrètes. La confiance dans la parole et la puissance de l'Amérique serait sérieusement ébranlée et la réalisation du plan Marshall fortement remise en question. [...] Il ne s'agit donc pas simplement de Berlin et des deux millions de Berlinoises occupés par l'Ouest. Berlin n'est que le prétexte, le symbole tangible. Il s'agit de toute la politique américaine d'après-guerre.

« Potsdam, Berlin et le plan Marshall », Luxemburger Wort, 26 juin 1948.

RÉVISIONS. La fin de la Seconde Guerre mondiale et les débuts d'un nouvel ordre mondial (p. 144-145)

1. La fin de la guerre : bilans et reconstructions

Avec environ 50 millions de morts et disparus (civils pour la moitié), la Seconde Guerre mondiale est une catastrophe humaine sans précédent.

Les sociétés ébranlées découvrent l'horreur des camps et les génocides. Partout, en raison des destructions, les populations souffrent de pénuries multiples.

Aux conférences de Yalta et Potsdam, les Alliés discutent de l'avenir politique de l'Europe qu'ils ont libérée, notamment du sort de l'Allemagne et de l'instauration d'une justice internationale. Un autre aspect de la sortie de guerre est la mise en place de l'État-providence ; en France cela passe par la création de la Sécurité sociale, une initiative du Conseil national de la Résistance.

2. Un nouvel ordre géopolitique mondial (1944-1947)

Les Alliés s'entendent sur des moyens de régulation internationale. Les accords de Bretton Woods (1944) doivent garantir le développement stable du commerce.

L'ONU, fondée en juin 1945, doit permettre la défense de la démocratie et la sécurité collective. Cet ordre est dominé par les deux puissances victorieuses : les États-Unis, épargnés par les destructions et désormais première puissance mondiale, et l'URSS, qui a subi des pertes énormes, mais dont l'armée a libéré l'Europe centrale et qui l'occupe.

Au Proche-Orient, l'ONU vote un plan de partage de la Palestine en deux États, mais il est rejeté par les pays arabes. Seul Israël voit le jour en 1948.

3. La naissance de la guerre froide (1945-1953)

Les années 1945-1946 voient une défiance croissante entre les États-Unis et l'URSS, des tensions au sujet de la Grèce et de l'Allemagne marquent la fin de la Grande Alliance.

En 1947, la déclaration de Truman sur le containment, le plan Marshall, suivis de la fondation du Kominform par les Soviétiques annoncent la bipolarisation. Après le « coup de Prague » en 1948, deux camps se forment : l'Ouest lié aux États-Unis, l'Est lié à l'URSS.

Le blocus de Berlin est la première crise de la guerre froide ; il est suivi d'un durcissement de la confrontation en Europe. La guerre de Corée en montre l'extension mondiale ; elle aboutit à une militarisation des alliances.